



Le PSE soutient une Europe sociale, plus juste et tournée vers ses citoyens

À la veille du sommet européen du 25 mars, les chefs d'états et de gouvernements affiliés au Parti socialiste européen se réuniront à Rome, accueillis par le Premier Ministre Paolo Gentiloni, pour réaffirmer leur position commune sur le futur de l'Union Européenne et les principaux défis auxquels l'Europe fait face. Les conclusions de ces discussions façonneront la position de tous les chefs de gouvernement du PSE au Conseil européen du lendemain. Voici les engagements dont débattront nos leaders.

Renouveler les promesses de l'Europe: solidarité et progrès

Il y a soixante ans, le 25 mars 1957, les Européens ont signé le Traité de Rome et de ce fait, ont planté la graine qui a donné naissance à l'Union Européenne. Avec cette graine, c'est une ère de stabilité, de paix, de démocratie et de prospérité qui s'est ouverte. Avec cette graine, les Européens ont mis fin à des années de division, de violence et de nationalisme borné. Avec cette graine, des millions d'hommes et de femmes, d'étudiants, de travailleurs, d'agriculteurs, d'entrepreneurs, de consommateurs et de voyageurs ont vu de nouvelles opportunités s'offrir à eux. Le 25 mars 2017, à Rome, nous devons prendre nos responsabilités, réaffirmer notre unité et relancer le processus de l'intégration européenne.

Pourtant, aujourd'hui, de nombreux citoyens ne voient plus l'UE comme une source de solution et d'inspiration. La crise financière mondiale de 2008 a mis le tissu social de nombreux pays à mal. L'UE est une des meilleures garanties d'un futur meilleur pour les citoyens de notre continent et une réponse pour combattre les tendances nationalistes, populistes, isolationnistes et xénophobes.

En tant que progressistes européens, nous nous sommes toujours battus pour le respect, la solidarité et les droits fondamentaux sur lesquels l'UE s'est construite. Nous pensons que l'UE doit prendre une nouvelle direction sur la base de ces valeurs. Nous voulons renouveler la promesse originelle de l'Europe : un futur de prospérité, d'égalité et de justice pour tous ses citoyens. Nous voulons une Europe sans austérité et sans chômage. L'intégration européenne n'est pas seulement un idéal que nous partageons, c'est aussi un besoin vital pour assurer la cohésion de nos sociétés, le développement de nos économies et la convergence tant économique que sociale des Etats membres au sein de l'Union.

À l'approche du soixantième anniversaire de l'Union européenne, nous sommes déterminés à nous battre pour les priorités suivantes:

Nous nous battons pour les droits sociaux de tous. Pour que l'Europe devienne effectivement une Union sociale et améliore la qualité de vie de tous ses citoyens, nous devons nous battre pour un Etat providence efficace, pour la sécurité des revenus, un accès universel aux soins de santé et la fin des discriminations. Cela implique aussi de mettre fin au dumping social, à l'exploitation et au travail précaire. L'acquis social et l'emploi doivent être respectés dans tous les Etats membres. Le gouvernement suédois accueillera à la fin de l'année sommet social de Göteborg. C'est une occasion décisive de marquer un tournant social, à l'issue d'un processus dynamique que nous voulons initier dès le sommet de Rome.

Nous travaillerons pour une économie plus juste. Pour garantir le modèle social que nous défendons, l'Europe doit se doter d'une nouvelle stratégie d'investissements massifs, de long-terme, combinant financement public et privé afin de soutenir une croissance économique durable et de promouvoir la convergence. Les règles de l'UE, telles que le pacte de stabilité et de croissance doivent promouvoir ces objectifs, et non les contrarier. Simultanément, il est nécessaire de compléter l'Union économique et monétaire, et nous devons développer une capacité fiscale pour l'Eurozone et renforcer le budget de l'UE. Si nous n'agissons pas ensemble pour affronter les défis communs, ceux-ci deviennent plus coûteux et plus difficiles, voire impossibles, à résoudre efficacement. Enfin, une économie plus juste est une économie où chacun contribue à la juste hauteur de ses moyens. L'Union Européenne se doit d'être le fer de lance de la lutte contre les paradis fiscaux et l'évasion fiscale internationale, de mettre en œuvre la taxe sur les transactions fiscales et de s'assurer que l'épargne des citoyens est protégée.

Nous voulons investir dans un plan européen pour la jeunesse consolidé. Notre plan soutiendra les jeunes d'Europe, soutiendra leur embauche et renforcera la Garantie jeunesse. Nous favoriseront l'accès à l'éducation en s'assurant que le programme Erasmus + bénéficie vraiment à tous les jeunes, et nous aiderons l'accès à la culture avec un chèque culture européen. Notre plan prendra aussi soin des plus petits, en garantissant l'accès de tous les enfants à une place en crèche, des soins, une alimentation et un logement de qualité.

Nous inscrirons l'action de l'UE dans la durée, et assurerons sa pérennité. Nous travaillerons avec encore plus d'acharnement à un modèle économique plus propre, concentré sur les énergies renouvelables, l'efficacité énergétique et la lutte contre le réchauffement climatique, en bâtissant sur la réussite de la COP 21. Seul, aucun pays ne peut atteindre ces objectifs. Une Union Européenne forte, en première ligne de la bataille sur notre continent et dans le monde, est essentielle à un futur vert et durable.

Nous renforcerons la démocratie. Nous voulons remettre les citoyens au cœur de la décision politique en développant la démocratie participative au niveau local, national et européen. Nous défendrons sans relâche l'Etat de droit dans tous les Etats membres. Le désenchantement des citoyens ne trouver pas de solution dans l'isolationnisme ou le nationalisme mesquin. La capacité de séduction de la nouvelle vague de populiste repose sur le mensonge. Toutes les institutions de l'UE doivent ré-établir le lien avec les citoyens et, par leur action, regagner leur confiance. Pour renforcer la démocratie européenne, nous demeurons résolu à présenter, comme nous l'avions inauguré en 2014, un candidat commun aux élections européennes.

Nous travaillerons ensemble, en solidarité, vers la réalisation des objectifs de développement durable des Nations Unies à l'horizon 2030, pour répondre aux défis de la crise des réfugiés, pour un processus de mondialisation qui contribue à l'égalité et au développement durable, pour protéger l'Europe comme acteur de paix, et pour améliorer la sécurité de nos concitoyens.

Il est temps pour l'Europe de retrouver le chemin de la justice sociale et d'une prospérité partagée. Nous, socialistes et démocrates d'Europe, sommes résolu à faire de ce changement une réalité pour tous les Européens.

Se rapprocher des citoyens d'Europe est un impératif. Je me joindrai à la marche pour l'Europe du 25 mars à Rome.

Sergei Stanishev, Président du Parti socialiste européen